

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Le nouveau pied de nez de la SEEG au gouvernement

LA réunion de crise convoquée, le 19 novembre dernier par la cheffe du gouvernement, Rose Christiane Ossouka Raponda, avec le directeur de la Société d'énergie et d'eau Gabon n'aura finalement pas eu les effets escomptés. Après les attaques des rongeurs et autres reptiles, tout le réseau interconnecté de Libreville a cédé, samedi dernier, à la violence, cette fois-ci, d'un orage qui a plongé le Grand Libreville (Libreville, Akanda, Owendo et Ntoum) dans l'obscurité totale pendant 8 heures. Une avarie de trop qui démontre, aujourd'hui, l'extrême fragilité et l'obsolescence des ouvrages de production de l'entreprise.

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

TROIS dates à retenir : 24 octobre 2021, 31 octobre 2021 et 4 décembre 2021. En l'espace de 2 mois, trois grandes coupures générales d'électricité ont ébranlé, pendant des heures, le Grand Libreville. La dernière en date, celle du 4 décembre, est peut-être l'avarie de trop. En effet, les populations du Grand Libreville ont passé des heures difficiles, samedi dès 18h, à cause d'une énième suspension dans la fourniture d'électricité et d'eau (pour certains) qui a paralysé l'ensemble du réseau interconnecté de Libreville. Exit les rongeurs et autres reptiles, la faute revient, cette fois-ci, à un violent orage sur le site de Kingué. " Un violent orage observé hier soir sur le site de Kingué-Tchimbélé dans les Monts de Cristal, a eu pour conséquence la perte des lignes de transport électrique 90 kV sur le tronçon Kingué-Ntoum à 17h 20mn et 225 kV Tchimbélé-Kingué à 18h 08mn, provoquant la coupure générale du Grand Libreville ", indiquent les équipes de la SEEG.



Le siège social de la SEEG à Libreville.

Si la distribution a été rétablie plusieurs heures après (vers minuit), cet incident, pour de nombreux consommateurs agacés par la fréquence de ces pannes, intervient moins de deux semaines après que le gouvernement a sommé les dirigeants de la SEEG de faire en sorte que les avaries survenues dans le Grand

Libreville ne se reproduisent plus. " La main sur le cœur ", les responsables de cette société, se souvient-on, avaient pris des engagements devant la Première ministre, pour l'amélioration des prestations, en promettant de ne plus faire revivre pareil calvaire aux habitants de la capitale et de sa périphérie.

Mais rien n'y a fait ! Et même si les raisons invoquées ne sont pas les mêmes, cette nouvelle avarie démontre, aujourd'hui, l'extrême fragilité des ouvrages de production de la SEEG gagnés par la vétusté, l'obsolescence mais, surtout, la négligence de l'entreprise " en termes d'investissements ". Laquelle pour col-

mater les brèches, est devenue, au fil du temps, une spécialiste des solutions de fortune et autres explications pseudo-scientifiques. Le supplice de la privation de huit heures de courant et parfois d'eau, pour certains, a eu autant de conséquences, voire plus que les précédentes coupures. Et viennent certainement de sceller le désamour et la perte de confiance totale entre les populations et l'unique fournisseur d'eau et d'électricité du pays. REACTION* Du coup, se pose la question de savoir, ce que fera le gouvernement après ce qui est perçu (à tort ou à raison) dans plusieurs milieux comme un nouveau pied de nez (involontaire ?).

Dans tous les cas, au regard de la situation à laquelle ont été soumis les habitants de la capitale et ses environs, il est évident que la SEEG a réussi à davantage exacerber la tension déjà perceptible dans de nombreux foyers suite aux restrictions liées à la Covid-19 et ses conséquences sur leur quotidien.

Son image, dans l'opinion, en sort davantage écornée, malgré les actions menées çà et là et les efforts déployés par ses dirigeants pour améliorer ses prestations. Une situation qui complique un peu plus la tâche du gouvernement qui s'employait jusque-là, tant bien que mal, à trouver des solutions au lancinant problème de la distribution de l'eau et l'électricité, après le départ de Veolia.

Pour de nombreux observateurs, ce remake de coupures intempestives renvoie à la dure réalité des choix stratégiques opérés dans le passé sur cette question sensible. Notamment, sur cet opérateur français, dont le bilan, il faut le dire, laisse apparaître un manque d'investissements conséquents sur les installations de production aujourd'hui vieillissantes.

Contrepoint

L'exception gabonaise ?

MSM
Libreville/Gabon

AU Japon, en Chine, et plus récemment à Taiwan, des micro-coupures d'électricité (moins de 5 minutes) ont entraîné l'éviction ou la démission des responsables en charge d'assurer la viabilité de la fourniture de l'eau et d'électricité.

Car la continuité dans la fourni-

ture de l'énergie est un élément vital pour les grandes villes et un gage essentiel de sécurité pour les investisseurs. Au Gabon, si cette tradition de remettre son tablier pour faute grave n'est nullement ancrée dans les mœurs politiques et administratives, au même titre qu'infliger des sanctions disciplinaires, elle ouvre la voie, malheureusement, à une forme d'impunité et d'irresponsabilité dans laquelle se draperaient ces

hauts responsables. Les injonctions de la Première ministre et les mises en garde envers l'équipe dirigeante de la SEEG ne font plus peur à personne. Aujourd'hui, il s'agit de se poser la question de savoir pourquoi ce qui se passe actuellement tend à devenir une exception gabonaise.

" Au Gabon, on trouve explications à tout, même dans des situations comme celles-là.

Les populations subissent les contre-performances d'une société et leurs conséquences. Là où ailleurs, on secoue les responsables (ministres et dirigeants de l'entreprise) pour quelques minutes de coupure, chez nous, on trouve des circonstances atténuantes. On s'habitue à vivre avec de telles coupures, on se complait à trouver des excuses pour tout ", se désole un responsable politique.